

Editorial: Et le suffrage universel dans tout ça ?

Jeudi 30 Octobre 2008

Il n'était pas nécessaire d'être grand clerc pour comprendre que tout cela ne pouvait pas durer ! Que la sauvegarde de la bonne santé économique et financière du monde, et de notre pays en particulier, dépende (entre autres raisons) des Etats-Unis et de ses acrobates de la finance, ne manque pas d'être inquiétant. Ce n'est pas parce qu'il s'agit du pays le plus puissant de la planète, que nous devons sombrer dans la servile imitation et oublier la fragilité de son système financier, aux mains des obsédés du profit immédiat.

Depuis quelques années déjà, les premiers signaux alarmants s'étaient allumés outre-atlantique et auraient dû alerter nos responsables : faillite de la société Enron en 2001, faillite de World Com en 2002, avant que l'effondrement du marché immobilier américain des subprimes, au mois d'août 2007, ne déclenche la réaction en chaîne des faillites et des plans de sauvetage. Et maintenant, la crise financière se propage comme une épidémie et nul ne sait comment l'arrêter !

La politique ultra libérale, mise en oeuvre depuis plusieurs années, a amplement profité à une minorité, mais elle n'a généré pour les peuples, aux Etats-Unis, en France et partout dans le monde, que précarité et misère. Quand la crise survient, nos responsables politiques oublient qu'ils ont été les thuriféraires et les ardents propagandistes du système et s'agitent pour faire croire qu'ils disposent de la solution au problème ; certains même ont trouvé dans la situation des raisons de « poursuivre les réformes ».

Il est utile de rappeler que tout cela devient possible quand le politique s'efface et cède le primat à l'économique ; alors les intérêts d'une oligarchie l'emportent sur le bien commun, une minorité se partage les profits et les pertes sont supportées par le contribuable (lire l'article d'Olivier Pascault). La démocratie ne fonctionne plus : la majorité est aux ordres, la minorité ne sert à rien et prend l'habitude de n'avoir plus d'idées, le peuple est oublié comme source de toute souveraineté et de toute légitimité, et le pouvoir se défause et parle de moraliser les pratiques (lire l'article d'André Bellon). La carence du politique est aggravée au premier vent de tempête, par les structures européennes (lire l'article de Jean-Pierre Alliot).

Il est bien sûr souhaitable que la situation se rétablisse rapidement, mais il ne faudrait pas sous-estimer les graves conséquences de cette crise, dont les effets ne sont pas prêts de s'éteindre : stagnation économique, et récession, chômage, difficultés multiples pour les familles et les entreprises qui seront sollicitées pour solder l'addition ! Pour faire face, rétablir la confiance et reconstruire une société de justice et de paix, il est grand temps de changer de cap, d'écouter le peuple et de prendre en compte ses légitimes revendications, c'est à dire qu'il est urgent et impératif de restaurer la République, et en particulier, la force et la portée du suffrage universel !

Le Groupe République!

<http://www.le-groupe-republique.fr>